

Chômage régional

poser le ministre à l'égard de la situation très précaire que connaît la province de Québec actuellement. Le député de Halifax (M. Stanfield) a parlé des Maritimes et particulièrement du Québec, et la motion stipule les régions qui ont le plus de difficultés actuellement, et je pense que personne ne reprocherait de rappeler à la Chambre que le Québec actuellement est inquiet et tourmenté au sujet du taux de chômage que nous connaissons.

M. Dupras: Donnez-nous des exemples!

M. La Salle: Et le député de Labelle (M. Dupras) me parle d'un mauvais gouvernement au Québec, comme si cette situation au Québec était nouvelle, quand nous connaissions, monsieur le président, des difficultés il y a deux, trois ou quatre ans. Et le député de Halifax a rappelé quand même une vérité: sous un gouvernement libéral à Ottawa et à Québec, on connaissait déjà d'immenses difficultés. Il était à prévoir les difficultés que nous connaissons actuellement. Ce ne sont pas les avertissements qui ont manqué. Je pense que le député de Halifax a servi d'excellents conseils depuis plusieurs années à ce gouvernement. On l'a ridiculisé, on a dit qu'il était . . .

● (1740)

M. Bécharde: Et vous l'avez mis de côté.

M. La Salle: . . . un prophète de malheurs, et le gouvernement a refusé ses conseils. Le député de Halifax a bel et bien fait connaître ses intentions après les élections de 1974. Le gouvernement a d'ailleurs reconnu en partie les conseils du député de Halifax, et l'on connaît bien une mesure qu'on a été obligé d'accepter, et si au moins on l'avait appliquée à 100 p. 100, on ne connaîtrait pas les difficultés que la Commission anti-inflation a connues et connaît actuellement. Alors, c'est peut-être là le problème actuellement. Depuis le 15 novembre il y a eu, bien sûr, bien des commentaires. Il y a eu des gens raisonnables qui ont parlé sur ce climat difficile et délicat au Québec. Il y a eu une réaction des Québécois par rapport à des déceptions répétées par les Québécois vis-à-vis des réponses données par le gouvernement actuel. Faut-il rappeler, monsieur le président, les démarches, les recommandations faites par des ministres libéraux du Québec à l'époque. Je me souviens fort bien, moi, des hommes comme M. L'Allier, comme M. Saint-Pierre, comme M. Castonguay, comme M. Hardy, ces bonshommes-là, M. Choquette, je me souviens bien qu'ils avaient fait des recommandations, des demandes dans divers domaines, particulièrement dans le domaine économique, pour certaines juridictions, recommandant des dépenses supplémentaires. Combien de réponses négatives ont été données à ces hommes, et on est surpris un soir d'élections de voir que le Québec a perdu confiance. On est surpris, et c'est là le danger, on continue par une provocation quotidienne de ridiculiser ou de laisser croire qu'on va refuser les services disponibles à cette province.

M. Dupras: C'est faux!

M. La Salle: Ah! On me dit que c'est faux.

M. Dupras: Donnez des exemples!

M. La Salle: Des exemples? Eh bien, on s'inquiète d'une visite du ministre Claude Morin, du Québec, à Paris. On s'inquiète de sa visite. Pourtant, combien de Québécois sont allés à Paris? Et après, on s'inquiète de cela. Alors, étant donné les circonstances, monsieur l'Orateur, et c'est là l'attitude du gouvernement, des confrontations aboutissent souvent

[M. La Salle.]

à l'arrogance. On a refusé d'établir un réel dialogue avec les provinces. On a traité les provinces comme des adversaires et non comme des alliées.

Des voix: C'est faux!

M. La Salle: Quand j'entends mes amis d'en face dire que c'est faux, monsieur l'Orateur, cela me scandalise! Voici la politique que le gouvernement fédéral doit faire actuellement: on veut être respectueux, on veut être respecté. Je pense que c'est une occasion en or de se manifester actuellement, et compte tenu du climat, des inquiétudes qui existent au Québec, par les Québécois, le gouvernement fédéral a immédiatement l'obligation de faire la preuve que la restauration d'un progrès économique est possible dans le cadre constitutionnel, mais il ne doit pas adopter une attitude négative. Nous n'avons pas le droit ici de bouder le gouvernement du Québec actuellement. Nous n'avons pas le droit de le bouder, et dans l'intérêt des Québécois, monsieur le président, le temps est venu de faire la preuve qu'il est possible d'aider non seulement le Québec, mais toutes les provinces.

M. Dupras: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. La Salle: Le député de Labelle qui ne parle à peu près jamais à la Chambre!

M. Dupras: Monsieur le président, je voudrais que le député de Joliette donne des exemples concrets de la façon dont le gouvernement fédéral punit ou retarde le progrès économique de la province de Québec. S'il est honnête, et s'il sait de quoi il parle, il va nous donner des exemples concrets, autrement il devrait se taire.

Des voix: Il n'en a pas!

[Traduction]

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je trouve que cela tient du débat. Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement.

[Français]

M. La Salle: Merci, monsieur l'Orateur. J'inviterais mes collègues du Québec à parler. Je ne parle pas du ministre responsable de l'Expansion économique régionale qui a fait part à la Chambre de ses intentions, et je pense qu'il est bien intentionné, je dis simplement que le temps est aussi venu de passer aux actes. J'entends le député de Labelle me faire perdre 30 secondes dans mon exposé. Trop de députés du Québec ont été absents, ont pratiqué un mutisme sur les recommandations faites par la province de Québec et bien avant le 15 novembre, monsieur l'Orateur. Mais non, cette représentation de 60 qui prend le Québec pour acquis a préféré laisser son gouvernement donner autant de réponses négatives au gouvernement de M. Bourassa, on s'en souvient de cela, pas rien qu'à celui d'aujourd'hui, au gouvernement de M. Bourassa!

M. Dupras: Donnez des exemples!

M. La Salle: Et je dis que dans le secteur des communications, l'immigration, et le reste, les libéraux ont été lamentables relativement aux recommandations faites par le gouvernement du Québec actuellement. Et on se pose la question après, pourquoi les Québécois sont aujourd'hui si inquiets et si désabusés du système actuel? Ce n'est pas le système, le fédéralisme comme tel qui est mauvais, monsieur l'Orateur, c'est son application. On l'a mal appliqué.